

On écrit de Berne, 31 août :

Un terrible accident vient de se produire entre Schels et Tarp. Un des grands omnibus qui font le service entre ces deux stations roulait sur la route de Plafas, qui domine l'Inn. Le véhicule contenait huit voyageurs. En un endroit dangereux s'il en est, les chevaux s'emportèrent, le cocher, gêné sans doute par un jeune homme qui se trouvait sur le siège près de lui, ne fut pas maître de l'attelage.

Chevaux et omnibus tombèrent dans le précipice; le véhicule fut littéralement coupé en deux. L'arrière-train et la caisse roulèrent dans l'Inn, tandis que tous les voyageurs étaient projetés sur les rochers. Quand des secours arrivèrent, le cocher et le jeune homme étaient dans un état lamentable. Le second a succombé. Un touriste anglais a eu la jambe cassée, un autre Anglais, M. Allen, a été fort maltraité.

Les autres voyageurs étaient plus ou moins gravement blessés et, parmi eux, le moins atteint est M. Sonderegger, de Heiden, député aux Chambres fédérales. Les chevaux ont été arrêtés dans les pierres qui bordent l'Inn. Chose bizarre, ils n'avaient aucun mal. Tous les blessés contusionnés sont restés à Schels; les deux Anglais sont à Korbau, où ils reçoivent tous les soins qu'exige leur état.

Les incendies sont nombreux à Athènes; après celui du Palais-Royal, voici celui de l'Agora, ou plutôt des maisons qui garnissent encore l'emplacement où se réunissaient jadis les citoyens d'Athènes délibérant sur les intérêts de la République. L'Agora, où Démétrios fit entendre si souvent sa voix, était, hier encore, occupé par un marché de mauvaise apparence, qui a été complètement détruit par les flammes. On se demande, à Athènes, si ce n'est pas un bien que cet emplacement célèbre ait enfin été débarrassé des vilaines habitations qui le garnissaient et le déshonoraient.

Il est question, à Athènes, de réclamer la non-reconstruction des habitations qui viennent d'être brûlées. Le village gagnait au point de vue de l'aspect général, et surtout au point de vue de respect dû à un emplacement historique de cette importance.

On mande de Dijon, 1^{er} septembre : Hier, à onze heures du matin, un crime odieux a été commis à Arcenay, petite commune distante de quinze kilomètres de Dijon.

M. Constant Tripart, vieillard de soixante-deux ans, ancien conseiller à la cour d'appel de Dijon, mis à la retraite à la suite de la récente loi judiciaire, vivait à Arcenay avec sa famille, entouré de l'estime générale du pays. On ne lui connaissait pas d'ennemi.

Hier, au moment où il sortait de la messe avec son fils Ferdinand, un remousier ambulancier, nommé Margais (Hyppolite), âgé de trente-deux ans, originaire du Doubs, lui a tiré à bout portant et par derrière deux coups de revolver de fort calibre dont un l'a atteint dans la région lombaire et l'autre à la jambe.

Au bruit des détonations, son fils, qui le précédait de quelques pas, s'est retourné brusquement et a voulu se précipiter sur le meurtrier.

Mais ce dernier l'a prévenu et l'a frappé au cœur d'une balle de son revolver, qui l'a foudroyé sur place. Après quoi il a essayé de fuir à travers champs.

Il a été arrêté par les habitants qui s'étaient mis en poursuite.

Le mobile de son crime serait la vengeance. Marquis, en effet, a été condamné en 1875 par la cour d'assises du Doubs, présidée par le conseiller Tripart, à cinq ans de prison pour homicide volontaire.

Depuis, il aurait juré de se venger de cette condamnation sur l'honorable magistrat. Sa peine expirée, il s'était mis à la recherche de sa victime, et ayant appris que M. Tripart vivait retiré à Arcenay, il est venu y commettre son exécrable forfait.

Les blessures de l'ancien conseiller sont graves. On craint un dénouement fatal.

M. Tripart est le frère du général Tripart, dont la venue habite Dijon.

Son fils, Ferdinand, était âgé de quarante-deux ans. C'était un colosse taillé en hercule, d'une vigueur exceptionnelle. Il vivait avec son père, ses deux sœurs et un frère infirme.

Une émeute antisémite a eu lieu dernièrement dans le village de Doubrovitz, près de Kovno. Plieurs juifs ont été blessés et une femme a été tuée. Les émeutiers ont pillé une vingtaine de maisons et douze hangars.

S'il faut en croire une dépêche de New-York, reçue à Londres, une nouvelle expédition va partir pour le pôle Nord. Elle serait commandée par M. Melville, qui était attaché comme ingénieur en chef à l'expédition de la Jeannette, et se mettrait en route dans le courant de l'automne, avec mission de chercher à gagner le pôle par la terre de François-Joseph. Le coût de l'expédition serait défrayé par le New-York Yacht-Club et par M. Cyrus Field, le célèbre ingénieur américain qui posa le premier câble transatlantique.

On annonce qu'un diamant monté, provenant de la cap de Bonne-Espérance, d'une limpidité et d'une blancheur parfaites, a été apporté à Londres. Il a été recueilli sur le territoire libre d'Orange.

On croit que c'est le produit d'un vol, car pendant bien longtemps on s'en vante possesseur. Le conservé, et j'en ai vu, n'a voulu faire connaître l'endroit où le diamant a été découvert.

En tout cas, il a été acheté 375,000 fr., bien qu'il vaille plusieurs millions.

Son poids est d'environ 430 carats, c'est-à-dire trois supérieurs au Régent et aux plus fameux diamants connus dans le monde.

Cette merveille unique est aujourd'hui entre les mains d'un syndicat de marchands français et anglais, qui compte en tirer plusieurs millions.

Les évaluations varient entre six et huit.

On télégraphie de New-York, 1^{er} septembre : Des troubles sérieux ont éclaté samedi soir parmi les mineurs en grève du district houillier de la vallée de Hocking (Ohio). Les émeutiers ont attaqué les postes qui protégeaient les mines, ont tué un homme et en ont blessé plusieurs.

Ils ont coupé le télégraphe et ils comptent en ce moment près des mines pour empêcher les non-émeutiers de travailler.

On a dû envoyer des troupes. Le gouverneur de l'Ohio est parti pour Hocking. Le sheriff doit faire une sommation légale aux émeutiers d'avoir à se disperser.

Observatoire royal de Bruxelles. — Bulletin météorologique du 2 septembre. — Thermomètre sans air. Maximum 24.5; minimum 14.7. — baromètre à midi (réduit à 0) 753.02. Déclinaison magnétique à midi, 0.0.

L'élution n'a éprouvé aucune modification importante depuis hier. La pression reste basse sur l'Occident, le minimum 740. — étant toujours sur l'Océan, près de l'Irlande; elle est plus uniformément distribuée qu'hier, d'où une diminution de la force du vent, qui reste au sud-ouest, dans nos contrées. Le baromètre se relève dans l'est; il marque 760. — à Metz.

La température, qui est toujours une conséquence de l'état du ciel et de la direction du vent, est stationnaire.

A la Chambre

Séance du 2 septembre

La séance est ouverte à 10 heures, sous la présidence de M. DE LANTIERRE, vice-président.

PROJETS D'ACQUISITION DES BÂTIMENTS. — DISCUSSION GÉNÉRALE

M. MALOU se rallie à l'amendement de la section centrale tendant à réduire le droit à 64 francs, bien qu'il doive en résulter une perte plus grande pour le trésor.

M. SARRATIER. — Pas pour le trésor. Se rallie également à la proposition de la section centrale tendant à autoriser le travail en 48 heures.

M. MALOU croit avoir fait toutes les concessions nécessaires par la situation.

M. THONISSEN se considère comme parfaitement libre de voter comme il l'entend sans commettre la moindre palinodie ou même la moindre incohérence avec son vote sur la loi présentée par M. Gaux.

Le projet actuel est une simple rectification dans la perception de l'impôt.

Il reproche cependant à la loi de faire une situation privilégiée aux distillateurs en matière de droits de distillation et de grains.

L'orateur dépose un amendement tendant à maintenir l'impôt actuel sur la mélasse.

M. MALOU. — La commission spéciale des distilleries a, par 22 voix contre 3, repoussé le régime dit « de l'exercice » qui, du reste, est d'une telle rigueur qu'il ne serait point supporté en Belgique.

Outre l'intérêt du fisc, il y a l'intérêt de l'industrie elle-même qui justifie la proportionnalité du taux fiscal : si l'amendement de M. Thonissen était adopté, on favoriserait toutes les classes au détriment d'une seule.

On a trouvé en Allemagne un procédé nouveau qui en vient à la suppression des mélasses; on est parvenu à retirer de la betterave tout le sucre qu'elle possède.

M. THONISSEN maintient que la loi est partielle, en faveur de la mélasse. Le procédé nouveau est extrêmement coûteux et il est douteux qu'il se généralise en Belgique aussi longtemps que le sucre sera à bon compte.

M. SARRATIER. — Le gouvernement ne force le Trésor à aucun sacrifice en adoptant les propositions de la section centrale. Par la loi de 1883, le gouvernement se réserve, en tout état de cause, une perception minimum de 24 millions.

Le seul sacrifice en cette occurrence, c'est le fonds commun et une fois écoulé, les dépenses n'auront pas à solliciter de la sollicitude du gouvernement. Le fonds communal subira une perte de 2,246,000 francs.

Quant aux distillateurs, leur intérêt est indemne comme celui du trésor. Si le gouvernement veut vraiment abaisser l'impôt, il faut qu'il supprime l'article 7 de la loi de 1883 qui lui assure le minimum de 24 millions.

M. DELBECQHE prie le gouvernement d'expliquer sur la question de la fabrication du levain sollicité par les industries belges.

M. MALOU. — Pendant les années transitoires, c'est le gouvernement qui assure le produit au fonds communal.

C'est sur la part de l'Etat que doit être prélevée la différence de perception si le gouvernement ne perçoit pas 33 millions : or, il est certain qu'il ne les percevra point.

Quant à la fabrication du levain, ce procédé est trop difficilement conciliable avec notre système d'impôt pour pouvoir être autorisé dans un local où il existe déjà une distillerie.

M. SARRATIER conteste que les prévisions de perception du gouvernement pour l'exercice en cours soient fondées et il estime que le trésor, en tout cas, perdra certainement l'année prochaine le minimum fixé. Si l'on en doute, c'est que l'impôt est mal payé, c'est que la surveillance de la fabrication est mal établie.

M. TACK, rapporteur. — Le projet de loi primitif n'aggrave pas l'impôt (inter interruption à gauche) : on frappe simplement les rendements qui échappaient complètement à l'impôt.

En réalité, la diminution consentie par le gouvernement constitue un véritable dégrèvement. (Protestations et rires à gauche.) Mais M. Sarratier reconnaît qu'il y a une perte, seulement que cette perte ne sera pas subie par le trésor.

M. FRÈRE-ORBAN. — M. Sarratier a constaté aussi que la part du trésor sera la même que sous le régime de la loi de 1883.

M. TACK, rapporteur. — Si l'on est ainsi en 1884, ce que personne ne peut prévoir, il faut espérer que le gouvernement prendrait des mesures pour parer à la dépression que subirait le fonds communal.

M. SARRATIER. — Très bien !

M. TACK, rapporteur. — Il n'est pas possible d'en décider aujourd'hui.

Dans la question de la fabrication du levain, il y a un point de vue qui doit être considéré; si cette fabrication se généralisait, l'industrie de la brasserie pourrait en souffrir.

M. DELBECQHE présente quelques considérations subsidiaires sur l'objet des intérêts des distillateurs agricoles. Il demande au gouvernement de lever l'interdiction de porter de 15 à 30 la production des distilleries agricoles.

M. DE DECKER ne s'explique pas la nécessité de la loi. Les déficits ont été prévus.

L'exportation considérable a également amené un déficit, mais par des causes toutes exceptionnelles; actuellement, l'exportation régulière a tellement diminué qu'elle est à peu près nulle.

C'est donc bien à tort qu'on invoque encore l'exportation comme cause de déficit normal.

Le gouvernement aurait dû attendre la fin de l'exercice pour voir qu'en étaient les résultats avant de présenter la loi. Le gouvernement bavarde complètement cette industrie si digne d'intérêt.

L'orateur dépose un amendement tendant à supprimer les articles 2 et 3 de la loi et à maintenir seulement l'article 4.

M. MALOU propose d'ajouter à la loi une disposition par laquelle le gouvernement serait autorisé à réviser une fois par année les rendements légaux et à soumettre les résultats de cette révision aux Chambres.

Le ministre n'accepte pas les amendements de M. De Decker.

— La séance, suspendue à midi, est reprise à deux heures dix minutes.

M. MEUS appuie les observations de M. De Decker. Ni le trésor, ni le fonds communal, ni les consommateurs ne sont atteints; les seuls qui soient lésés ce sont les distillateurs.

Il réclame la disparition des restrictions qui sont apportées au travail en quarante-huit heures et la prompt solution de la question de la fabrication du levain.

Les grands distillateurs de pays sont prêts à se soumettre à toutes les mesures que l'on croira devoir prendre pour la fabrication du levain et à en supporter tous les frais.

Il est urgent que le gouvernement prenne des mesures qui permettent à la distillerie belge de lutter avantageusement contre la concurrence étrangère.

L'orateur combat l'amendement de M. le ministre des finances concernant la fixation annuelle des rendements légaux.

Il sous-entend la proposition en ce sens que chaque fois qu'une augmentation de rendement serait constatée, il y aurait une diminution d'impôt proportionnelle.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture d'un amendement de M. Delebecqhe tendant à autoriser le travail de 20 heures pour les distilleries agricoles.

M. FRÈRE-ORBAN. — L'amendement que j'avais présenté et que la section centrale a rejeté avait pour but de rétablir le droit tel qu'il existait avant la loi de 1883; il caractérisait la véritable situation de la question : le gouvernement et les membres de la droite, en vertu des engagements qu'ils ont pris devant le corps électoral, devraient abolir un impôt qu'ils ont considéré comme étant injuste.

Bien loin de faire cela, le gouvernement a présenté un projet de loi qui aggravait l'impôt et la loi actuelle le maintient !

C'est une chose inouïe de voir l'opposition devenues majorités le lendemain, ne pas remplir les engagements qu'elle a pris devant le pays !

La section centrale a vainement cherché à expliquer cette attitude : il n'y a eu depuis le vote des impôts ni charges nouvelles ni déficit.

Il n'y a donc aucune raison de se voir rétrograder aujourd'hui les dégrèvements promis; l'amendement que j'avais présenté et que je reproduis a surtout pour but de constater la situation vis-à-vis de pays. (Très bien à gauche.)

M. TACK maintient qu'il y a un dégrèvement réel : le produit de l'impôt sera moindre que celui que devait donner la loi de 1883. (Approbations à droite.)

Mais si le déficit que vous avez établi existe, il est naturel que nous ayons besoin d'argent...

M. FRÈRE-ORBAN. — Vous croyez donc maintenant à un déficit ?

M. TACK. — Je n'ai pas à expliquer à ce sujet mon opinion. (Exclamations et rires à gauche.)

M. MALOU. — Ce n'est pas le moment d'engager un débat sur la situation financière et la cause de cette situation.

Il m'est indifférent que l'on constate que le gouvernement actuel ne dégrève pas les impôts; cette constatation, on la fera encore souvent et la raison en est bien simple, c'est que la situation est équilibrée. (Exclamations à droite.)

M. SARRATIER. — Vous venez d'être obligés à réduire les impôts.

M. MALOU. — Cela n'est pas exact. Nous sommes des insensés de promesse cela.

Nous avons voté contre tous vos impôts parce que nous voulions protester contre votre détestable politique sociale (inter interruption à gauche), vous ferez de même si bon vous semble, quand nous pourrions nous en passer.

M. SARRATIER. — L'opposition a refusé l'impôt, non par suite de la politique du gouvernement, mais pour des considérations financières. M. Malou et après lui M. Boersma déclarent qu'aucun impôt n'était nécessaire.

Vous nous avez renvoyés du pouvoir sous prétexte que nous agissions mal, et voici que vous agissez comme nous !

Il résulte des chiffres de M. Jacobs que le gouvernement a déjà réalisé sept millions d'économies sur l'industrie publique; ce déficit est donc comblé. (Protestations à droite.)

M. Boersma protestait contre les nouvelles charges que l'on imposait à l'industrie et à l'agriculture déjà si éprouvées; et maintenant on dit que les impôts sont nécessaires et que le déficit est considérable ! Nous refuserons aujourd'hui des impôts que vous avez présentés comme inutiles et nous sommes surpris que la droite les vote.

M. BEERNAERT. — Je n'ai rien à retirer de ce que j'ai dit il y a un an. Nous avons promis des économies, nous les réalisons, mais il est légitime qu'on nous en laisse le temps.

M. FRÈRE-ORBAN. — Nous attendrons la discussion financière qu'on nous promet : le gouvernement aura le temps d'exposer la situation et à prouver qu'elle est équilibrée, comme on le dit.

Aujourd'hui nous avons le droit de constater que vous vous refusez à remplir vos engagements. Au pouvoir, nous avons réclamé les ressources nécessaires pour faire face aux nécessités du trésor, mais nous avions devant nous des hommes qui déclaraient que ces sacrifices n'étaient pas nécessaires.

En bien ! nous les sommes aujourd'hui de gouverner sans les impôts qu'ils ont repoussés ou nous aurons le droit de constater un véritable système d'immoralité politique. (Rires à droite.)

Approbations à gauche.

La discussion générale est close.

Art. 1^{er}. — Le § 1^{er} de l'article portant le taux du droit d'accise fixé par la section centrale est adopté par le gouvernement et adopté par 55 voix contre 23 et 1 abstention (de Carman).

M. DE CARMAN-CHIMAY s'est abstenu parce qu'il n'est pas certain que la loi ne comporte pas une aggravation d'impôt et qu'il est décidé à ne s'associer à aucune mesure de ce genre.

M. DE BAUTRE demande dans quelle catégorie sera rangée la distillation du topinambour.

M. MALOU. — Cette distillation sera classée suivant la richesse du rendement; provisoirement le topinambour paiera le droit normal, c'est-à-dire le droit le moins élevé.

Le littra A de § 2 est adopté.

L'amendement de M. Thonissen au littra B est rejeté.

Le littra B est adopté.

Art. 2. — M. De Decker retire son amendement qui s'appliquait à l'ancien rendement. L'article 2 est adopté.

Art. 3. — Adopté.

Art. 4. — M. MALOU, répondant à M. Pittiers, constate que le paragraphe spécial réclamé par lui quant aux distilleries agricoles est inutile dans la pratique.

M. SYSTEMANS appuie l'amendement de M. Delebecqhe en faveur de la distillerie agricole qu'il est nécessaire de protéger. Il réclame pour ces distilleries l'autorisation de se servir du serpentin mobile dans leurs cuves.

M. MALOU constate que le serpentin mobile permet une augmentation de rendement annuel.

M. TACK pense que l'usage de cet engin pourrait être permis à partir d'un degré déterminé.

— L'amendement de M. Delebecqhe est adopté.

L'article 4 est adopté.

Sont adoptés : les articles 5 et 6, ainsi que l'article additionnel proposé par M. Malou.

Le sous-amendement de M. Meus n'est pas adopté.

L'ensemble de la loi est adopté par 57 voix contre 20 et 2 abstentions.

(M. Meus, Ors, Gossens, de Carman-Chimay, De Decker, Delaet, De Winter et Guyot.)

M. SYSTEMANS appelle l'attention du gouvernement sur l'urgence de réviser la loi de 1822 concernant le régime fiscal de la brasserie. Il réclame la constitution d'une commission spéciale chargée d'étudier les distilleries. (Approbations à droite.)

M. MALOU rappelle la tentative de réviser l'ancien des bières qu'il a faite il y a six ans et qu'une coalition des intérêts a rendue vaine.

La nomination d'une commission retarderait l'examen de la proposition de M. Tack et les intérêts pourraient exposer leurs idées et leur système à la commission parlementaire qui examine cette proposition.

Le gouvernement apportera à cette commission le concours le plus actif et il espère qu'au cours de la session prochaine la question pourra être soumise aux Chambres.

M. TACK insiste pour que sa proposition soit discutée au début de la session prochaine.

M. SYSTEMANS remercie le ministre.

MODIFICATION À LA LOI DU 7 MAI 1884 CONTENANT LE BUDGET GÉNÉRAL POUR L'EXERCICE 1884.

— La discussion générale est ouverte.

M. FRÈRE-ORBAN s'élève qu'un cabinet constitutionnel avec la mission de réaliser des économies ait créé un département ministériel nouveau.

M. JACOBS a jugé que les affaires de l'intérieur proprement dites et de l'instruction publique amènent à l'activité d'un seul titulaire et qu'il était nécessaire de passer les autres branches à un département qui remplacerait celui de l'instruction publique.

M. FRÈRE-ORBAN fait observer que la question est de savoir s'il était nécessaire de faire une dépense nouvelle, étendant la situation épouvantable de la loi.

M. BEERNAERT. — Le gouvernement a trouvé sept ministères, il a conservé sept ministères. (Bruit à gauche.) La tâche est demeurée la même. Seulement elle est autrement répartie. Il y a, du reste, longtemps qu'il était question de diminuer les chemins de fer, postes et télégraphes des travaux publics.

Dans ces conditions, il était impossible de revenir au chiffre de six départements.

M. FRÈRE-ORBAN insiste sur l'obligation qui s'imposait à un gouvernement préoccupé avant tout de faire des économies, de ramener le chiffre des départements, étant donné que l'on supprimait celui de l'instruction publique, à celui de 1878.

M. BEERNAERT dépose un amendement tendant à autoriser le gouvernement à appliquer le solde de l'exercice d'Amsterdam aux fins de participation de la Belgique de la Nouvelle-Orléans en 1884.

M. ROLLIN-JACQUINIS formule des réserves au sujet de la régularité du procédé de comptabilité.

— L'amendement est adopté.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 70 voix contre 22.

SURTAUX SUR LES SUCRES ÉTRANGERS

La discussion générale est ouverte.

M. WILLEQUET votera contre le projet de loi qui ne dit pas directement à quel tarif et il constitue une abdication des droits de la Chambre à laquelle il ne peut souscrire.

On dit ouvertement que la surtaxe sera de 7 fr. et il est singulier que l'on ne l'ait pas dit dans la loi. On demande à la Chambre un vote à l'aveuglette.

De plus, il y a là une augmentation nouvelle de charges, un impôt, le prix du sucre étant naturellement renchééri. Or, le sucre est une matière de toute première nécessité pour l'enfance et aussi pour les malades, et l'impôt nouveau qui le frappe est demandé par un gouvernement qui a promis une réduction d'impôts.

(Bruit à droite.)

S'il y a une augmentation du prix du sucre, à quel point la loi l'a-t-elle augmentée ? Le droit, il faudrait plutôt supprimer les droits concrets sur le sucre si utile à l'alimentation de l'homme.

Frappé en apparence au profit des raffineurs et des fabricants de sucre, ces derniers se regardent comme absolument désintéressés dans la question; ils assurent que le projet de loi ne servira que les intérêts des vingt-cinq raffineurs de sucre du pays dont l'industrie est, au surplus, dans un état de grande prospérité.

M. MEUS. — Mais presque toutes les raffineries ont disparu !

M. COREMANS. — Elles se sont transportées en Hollande.

M. WILLEQUET. — Il n'est pas moins vrai que l'industrie sucrière promet de s'attendrir sur la loi. Une dernière considération : la loi qui est dirigée contre l'Allemagne suscite des représailles, dont l'industrie nationale peut avoir à souffrir et qui atteindraient le port d'Anvers.

M. RANSON développe un amendement tendant à ce que l'on permette l'entrée aux anciens droits des sucres étrangers pour les contrats de vente qui auront été passés au 1^{er} août 1884.

M. PUISSENT critique les formalités auxquelles est soumise l'industrie sucrière qui est si prospère en Allemagne, où la liberté du travail fait sentir ses heureux effets. Le régime des primes, tel qu'on le comprend chez nos voisins, est nécessaire au développement de l'industrie sucrière belge.

Sous le régime des primes, qui est si favorable, l'orateur votera le projet de loi qui est si bon droit réclamé par les sucriers. Les surtaxes proposées ne sont que la contre-partie des primes dont jouissent nos concurrents de l'étranger. Ces surtaxes ne feront point hausser le prix du sucre qui est fixé, avec ou sans surtaxe, par le cours de Londres.

L'effet de la surtaxe sera de réserver à l'industrie indigène le marché national, ce qui n'est que strictement juste. L'Allemagne ne trouvera pas mauvais que la Belgique fasse pour son industrie ce qu'elle fait pour la sienne.

M. BEERNAERT. — Le gouvernement ne se rallie pas à l'amendement de M. Ranson. Il est inexact que le projet de loi constitue un impôt nouveau. Selon M. Willequet, l'industrie sucrière est en pleine prospérité; selon M. Puisseant, elle est sur le point de succomber et c'est à peine si le projet de loi lui viendra en aide.

Il est certain que l'industrie des sucres souffre et elle souffre parce que la protection étrangère lui donne un désavantage sur ses voisins. Si l'étranger n'avait ni surtaxes, ni primes, notre industrie serait en concurrence dans une situation florissante. (Protestations à gauche.)

Nous pouvons donc, sans manquer à la politique économique de la Belgique, intervenir en cette circonstance exceptionnelle. On parle de représailles mais c'est chose faite; le chiffre de 7 francs, fixé par M. Willequet et auquel le gouvernement ne paraît pas devoir s'arrêter, c'est celui des surtaxes allemandes.

Les mesures de défense que prend le gouvernement sont légitimes : elles ont été réclamées par la Société générale des fabricants de sucre. Elles ne feront pas augmenter le prix du sucre, mais elles auront cet avantage de conserver à la production belge le marché belge.

Ces mesures sont d'ailleurs provisoires; elles ne dépasseront pas le 1^{er} janvier 1885.

La liberté de travail que l'on réclame existe; chacun en Belgique fabrique le sucre comme il veut. (Déclarations à gauche.)

La liberté que l'on réclame, c'est en somme la liberté de travailler sans rien avoir à payer pour le supplément du rendement; cette liberté ne profiterait qu'aux grands fabricants.

M. LIPP